

PROCHE-ORIENT

Le Hamas fixe ses limites au processus de paix

Par sa stratégie de la tension, le mouvement islamiste entrave la mise en œuvre de l'autonomie palestinienne. Hier, Yitzhak Rabin a haussé le ton face à la Jordanie, qualifiée de «sanctuaire» des terroristes palestiniens.

Gaza, envoyé spécial

Conséquence inattendue des attentats sanglants menés par le mouvement islamiste Hamas, les relations entre Israël et son paisible voisin jordanien connaissent un regain de tension. Le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, a en effet exigé du gouvernement du roi Hussein qu'il mette un terme aux activités du Hamas à Amman, d'où ont été revendiqués les attentats d'Alfula et d'Hadéra, les 6 et 13 avril. «Il est intolérable que le Hamas, ennemi déclaré du processus de paix, dispose en Jordanie d'une espèce de sanctuaire», a-t-il déclaré, faisant notamment allusion à la présence à Amman d'un responsable islamiste, Mohammed Nazzal, et du porte-parole officiel du mouvement, Ibrahim Ghoché. Le Premier ministre n'a pas précisé ce que ferait Israël si sa mise en garde n'était pas suivie d'effet, mais il est peu probable qu'en plein processus de paix, l'Etat hébreu aille au-delà des pressions diplomatiques.

D'autant qu'il n'est pas nécessaire d'aller à Amman pour rencontrer des leaders islamistes. Dans son bureau climatisé et informatisé du centre de Gaza, Cheikh Ahmed Bahr lisse sa barbe grisonnante avant de répondre. Le président de la Société islamique, une organisation de bienfaisance située dans la mouvance du Hamas, a toutes les raisons d'être satisfait. La stratégie de la tension suivie par le groupe clandestin – dont il est l'un des principaux leaders officiels – lui a permis de se réintroduire au cœur de l'équation politique, et même d'être courtisé par tout le monde.

Au lendemain de l'explosion de la voiture piégée d'Alfula, Ahmed Bahr a même été convoqué par le commandant militaire israélien de Gaza, et par son responsable des affaires arabes, qui l'ont interrogé sur la stratégie du Hamas. Un début de dialogue avec l'ennemi? «Pas du tout, nous affirme le cheikh, c'était une convocation militaire, j'étais obligé d'y aller.» Les apparences sont sauvées. Les diplomates occidentaux viennent, eux aussi, discrètement sonder les islamistes à Gaza, malgré leur condamnation sans appel de la violence aveugle des dernières semaines.

Mais c'est surtout avec le Fatah de Yasser Arafat que les relations sont le plus ambiguës. Les deux mouvements – théoriquement des deux côtés de la barricade depuis la signature de l'accord d'Oslo – se sont rencontrés la se-

maine dernière pour tenter de trouver un *modus vivendi*, une évolution dont le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Pérès, s'est inquiété publiquement. De part et d'autre, aujourd'hui, on tient des propos apaisants, en contraste frappant avec les attentats spectaculaires menés par les islamistes en Israël, et qui sont dirigés contre le processus de paix israélo-palestinien.

Premier signe de ce *modus vivendi* en gestation, Mansour Shawa, le nouveau maire de la ville de Gaza nommé par Arafat, a réussi à constituer un conseil municipal comprenant les principales tendances politiques palestiniennes,

dont plusieurs proches du Hamas, une première depuis septembre. De même, au bureau du Fatah à Gaza, le porte-parole, Diab Nemer Allouh, affiche un optimisme de commande inébranlable sur l'avenir des relations entre la future autorité palestinienne et Hamas.

Cheikh Ahmed Bahr se montre plus nuancé. Inutile d'attendre de lui le langage brutal et haineux des communiqués de la branche militaire du Hamas. En revanche, il énonce ce que les islamistes peuvent accepter, et les «lignes rouges» à ne pas franchir. Ainsi, est-il prêt à accepter la police palestinienne qui sera déployée dans le cadre de l'autonomie, à condition qu'elle

«s'occupe de la sécurité de notre peuple». Les patrouilles communes Israël-OLP sont en revanche «inacceptables»: «C'est une tragédie», dit-il, qui semblera «étrange aux yeux de tous les Palestiniens»...

De même, concernant la future autorité nationale palestinienne présidée par Yasser Arafat, loin de la rejeter, il a espéré qu'elle «travaille à l'unification de notre peuple». Il accepte même l'idée de participer à des élections, à condition qu'elles soient législatives, et pas uniquement liées aux structures de l'autonomie prévues par l'accord d'Oslo. Des nuances qui laissent la porte ouverte à des tractations avec Yasser Arafat.

Hamas joue donc sur tous les tableaux, fort, notamment, de son implantation due au travail social de groupes comme la Société islamique d'Ahmed Bahr. Le général israélien Dany Rothschild indiquait récemment que «le Hamas s'est substitué à l'OLP comme principal fournisseur d'aide aux habitants, en construisant des écoles et en se chargeant des orphelins». Ahmed Bahr ne veut pas préjuger de l'avenir: «Les Palestiniens jugeront», dit-il en lissant sa barbe. A la veille de l'entrée en vigueur du plan «Gaza-Jéricho», nul ne peut ignorer cette tranquille assurance des islamistes.

Pierre HASKI

RWANDA

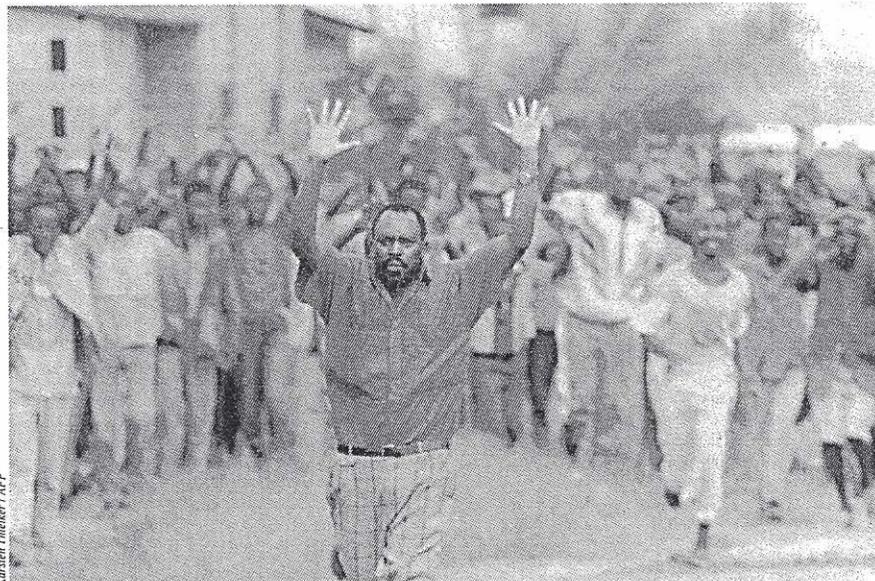
Les premières négociations s'engagent à Kigali

Alors que les rebelles du Front patriotique rwandais s'enlisent dans des combats de rue avec l'armée dans la capitale, l'ONU a réussi à organiser hier après-midi une rencontre entre les belligérants.

Les factions antagonistes se sont rencontrées vendredi pour la première fois dans la capitale rwandaise sous les auspices de l'ONU. Aucune trêve n'a pu être conclue, mais un nouveau rendez-vous était pris pour samedi. La réunion a duré un peu plus d'une heure à l'hôtel Méridien. Le FPR, le mouvement de rébellion armée de la minorité tutsi, était notamment représenté par le lieutenant-colonel Charles Kayonga, et les forces gouvernementales par «une coalition d'officiers». Kayonga a déclaré à l'issue de l'entretien avoir posé des «préconditions». Le FPR a jusqu'à présent rejeté les offres de trêve faites par le gouvernement. Selon l'envoyé spécial du quotidien espagnol *El País*, 1 180 Tutsis ont été massacrés, mercredi, par les combattants hutus à Gikoro, un village proche de la frontière tanzanienne.

Kigali, correspondance

Coup de poker hier à Kigali: les forces armées rwandaises tentent de bloquer les derniers soldats belges sur l'aéroport. Objectif: les garder comme boucliers face aux rebelles du FPR. Dans la matinée, des soldats rwandais installent un lance-roquettes multiples sous le nez de l'état-major belge, juste devant l'entrée de l'aéroport, et commencent à tirer de là sur les lignes rebelles. Le piège est un peu gros. Le colonel Roman, commandant le détachement belge, envoie ultimatum et tirs de sommation. La batterie



Des Tutsis, bras en l'air, réclament la protection des militaires belges, jeudi près de Kigali.

rwandaise se retire. Deux heures plus tard, les Rwandais tirent au mortier sur la piste pour empêcher les avions belges de décoller. L'état-major belge ne veut toujours pas céder. Il demande au pilote de prendre le risque de décoller. Hier soir, l'évacuation devait être terminée.

Reste encore les 400 Casques bleus belges de la mission de l'ONU (Minuar). Mais après l'assassinat de dix des leurs par la garde présidentielle la semaine dernière, ils sont nerveusement à bout. «Dites à tous ceux que vous voyez que je veux partir», confie un Casque bleu de 23 ans qui a les larmes aux yeux. Le Conseil de sécurité lui donnera peut-être satisfaction ce week-end.

Désormais, les forces armées rwandaises vont donc se retrouver face à face avec les rebelles du FPR. En terrain découvert, sur l'aéroport, par exemple, elles auront du mal à résister.

En revanche, dans le centre-ville, elles risquent de vendre chèrement leur peau. En effet, après trois jours de progression spectaculaire dans les collines des environs de Kigali, les rebelles n'ont pas totalement réussi leur «guerre éclair». Dès leur arrivée dans la capitale, ils se sont enlisés dans des batailles de quartier, et désormais ils s'enterrent pour se protéger des tirs de l'artillerie adverse. Des tranchées recouvertes de rondins de bois, des mitrailleuses en position de loin en loin, c'est le dispositif FPR dans le quartier de l'ancien Parlement.

Maintenant, après une semaine de combat, les rebelles ont deux options. Prendre la ville d'assaut avec l'appoint de renforts venus du Nord. Se sera sans doute un bain de sang. Car beaucoup de civils hutus, qui considèrent l'arrivée des rebelles comme une invasion tutsi, ont érigé des barrages en ville. Ou bien négocier leur entrée en

force dans un futur gouvernement d'union nationale. C'est peut-être le souhait du représentant du secrétaire général de l'ONU, Jacques-Roger Booh Booh, et le commandant en chef de la Minuar, le général Dalairé, qui ont réussi hier après-midi à organiser une première rencontre entre les belligérants à l'hôtel Méridien de Kigali.

«Je ne crois pas que le FPR parviendra à prendre Kigali, et même s'il y arrive, je ne crois pas qu'il pourra contrôler longtemps une ville à très forte majorité hutu», affirme le commandant des forces armées rwandaises à l'aéroport. «Et je lui souhaite bien du plaisir face à nos forces retranchées dans les grandes villes du Nord», ajoute-t-il. Enlèvement ou négociation. Guerre ou paix. La première rencontre d'hier soir est peut-être le signe que certains Rwandais, des deux côtés, sont désireux d'arrêter là le massacre.

Christophe BOISBOUVIER

DANS LIBERATION

AFRIQUE DU SUD

LE GRAND TOURNANT

A partir de lundi et jusqu'aux élections historiques des 26, 27 et 28 avril qui changeront le visage du pays, les envoyés spéciaux de «Libération» tiennent la chronique de la révolution en cours en Afrique du Sud.